



PROGRAMME DE FORMATION EN SOCIALISATION POLITIQUE ET DÉBAT ARGUMENTÉ

NOTES POUR LE PROPOS D'INTRODUCTION¹

**Par M. Abdonel DOUDOU, juriste
Directeur exécutif de JURIMÉDIA
Et membre du Comité de pilotage de l'OCID**

D'OÙ EST VENUE L'IDÉE D'UN TEL PROGRAMME ET POURQUOI ?

Le processus de transition démocratique entamé en Haïti depuis plus de trois décennies fait face à de grands défis d'ordre politique, économique, social et culturel. Et parmi les défis politiques, la nécessité d'un système électoral crédible et d'un renforcement des institutions politiques (au premier rang desquels se trouve le Parlement) et la mobilisation de la participation citoyenne notamment sont de la plus haute importance. Entre 2016 et 2018, l'OCID a conduit des actions de plaidoyer en vue de la réforme du système électoral haïtien. Au cours des consultations conduites pour élaborer l'argumentaire de cette campagne de plaidoyer, quasiment tous les acteurs rencontrés ont souligné qu'il n'y aura pas de changement réel et durable du système électoral si l'on n'arrive pas à mobiliser la participation des citoyennes et des citoyens à la vie publique en général, et aux élections tout particulièrement. La même recommandation est revenue en cette année 2020 quand l'OCID consultait les acteurs de la société civile et des partis politiques sur un cahier de charges devant supporter sa campagne de plaidoyer pour un Parlement ouvert, transparent et responsable. Ils ont souligné que seule une augmentation de la participation électorale, par la mobilisation notamment des jeunes et des femmes pour un vote éclairé, pourra changer la donne au niveau de la qualité des élu-e-s du peuple à la 51^{ème} Législature.

Le choix de ces deux catégories sociales comme cible se comprend aisément quand on considère, ne serait-ce que leur importance démographique. En effet, on estime la population haïtienne à 11,085,919 habitants en 2017, dont 51% de femmes (5,598,949)². La population haïtienne est également très jeune. L'âge médian est estimé à 23 ans et les moins de 15 ans représentent 35.9%. Les jeunes de 15 à 24 ans comptent pour 23.5% de la population, ceux de 20 à 34 ans pour 29.5%. Et quand on considère la tranche de 15 ans à 34 ans, cela fait pas moins de 41.6% de la population haïtienne³. Mais au-delà de cet aspect, le ciblage des jeunes et des femmes des milieux universitaire, politique et associatif est stratégique également en ce sens que ces milieux montrent généralement

¹ Ces notes servent de support à la vidéo de présentation de la formation.

² EMMUS VI, p. 1

³ Ibid., pp. 1 et 28.

plus d'engagement politique par rapport au reste de la population et, en plus, leurs membres sont censés exercer une certaine influence dans leur communauté respective. Nous en concluons donc que mobiliser ces groupes à sensibiliser leurs pairs constitue l'une des conditions cruciales du succès du plaidoyer de l'OCID en faveur d'un système politique haïtien, plus ouvert, plus transparent et plus responsable ; bref, un plaidoyer visant à changer cet État prédateur pour le mettre au service du peuple. Voilà ce qui explique cette initiative de l'OCID qui se propose d'encourager les jeunes et femmes à s'impliquer davantage dans la vie publique et à soutenir des réformes structurelles dans les institutions politiques.

POURQUOI LES THÈMES DE SOCIALISATION POLITIQUE ET DE DÉBAT ARGUMENTÉ ?

- ⇒ Comme bien d'autres acteurs/actrices et observateurs/observatrices de la réalité haïtienne, l'OCID constate que le processus de transition vers la démocratie en Haïti piétine depuis des décennies, en grande partie à cause de notre culture politique caractérisée par l'individualisme à outrance, l'indifférence citoyenne, l'intolérance, la violence, entre autres. Les valeurs et principes qui fondent le régime démocratique ont du mal à s'intégrer dans le quotidien du peuple haïtien.
- ⇒ Les institutions démocratiques peinent à être mises en place ou consolidées. La primauté du droit et de la justice reste un idéal lointain. En conséquence, les violations des droits humains de toutes les catégories (les droits civils et politiques aussi bien que les droits sociaux, économiques et culturels) sont multiples. L'impunité s'installe.
- ⇒ Suite à ces constats et après une analyse approfondie de la réalité sociopolitique du pays, l'OCID en est arrivé à la conclusion qu'il faut travailler à faire évoluer la culture politique du peuple haïtien. Pour parvenir à cette fin, l'OCID croit qu'une démarche de socialisation politique et de sensibilisation aux principes et techniques du débat argumenté peut donner de bons résultats.
- ⇒ Mais la **culture politique**, c'est quoi ? L'Encyclopédie canadienne la définit comme suit : « des opinions, des attitudes et des valeurs qu'ont à l'égard de la POLITIQUE les personnes qui forment une collectivité »⁴. En d'autres termes, elle désigne les attitudes, représentations et orientations des membres d'une même communauté vis-à-vis des faits politiques.
- ⇒ En quoi la culture politique peut-elle (ou même doit-elle) évoluer ? **Gabriel Almond et Sidney Verba**, dans leur célèbre ouvrage *The civic culture* (la culture civique), décrivent **trois types** (je dirais même trois niveaux) **de culture politique**⁵ :

⁴ <https://thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/culture-politique>

⁵ Happy MOLOWAY LUKUNGA, *Essai d'évaluation de la culture politique de la population du Maniema: Cas des Habitants de la Commune de KASUKU de 2003 à 2005*. Mémoire à l'Université de Lubumbashi, 2004 [www.memoireonline.com/12/08/1673/ESSAIE-DEVALUATION-DE-LA-CULTURE-POLITIQUE-DE-LA-POPULATION-DU-MANIEMA-laquo-Cas-des-Habitants-d.html]

- a) La ***culture politique paroissiale*** (ou de clocher, ou de chapelle) qui consiste pour les membres d'une communauté d'ignorer ou de négliger totalement le système politique pour se cantonner dans leur clan, leur habitation, leur tribu, leur localité sans se soucier le moins du monde de l'environnement global, en particulier du pays. Cette forme de culture politique, qui favorise largement la division dans un pays, nous semble assez répandue en Haïti.
- b) La ***culture politique de sujétion*** dans laquelle les membres du système politique sont conscients de son existence et de son influence sur leur vie, mais ils ne décident pas de s'impliquer dans ses institutions. Ils considèrent le système politique comme une puissance supérieure à laquelle il faut seulement se soumettre par peur de subir des exactions. Ils ne comprennent pas qu'ils ont des droits qu'ils peuvent revendiquer du système politique, et encore moins qu'ils peuvent l'influencer et le façonner à la mesure de leurs aspirations légitimes. Ce type de culture politique est un terreau fertile pour la dictature et la mauvaise gouvernance. Faites vous-mêmes vos constats en considérant la situation haïtienne. Mon impression à moi est que la culture politique de sujétion est prédominante chez nous, et elle explique en grande partie nos crises politiques à répétition, nos très faibles de taux de participation électorale (en moyenne 20% pour les scrutins de la période 2010-2017) et notre impensable capacité de nous accommoder de l'inacceptable par réflexe individualiste.
- c) La ***culture politique de participation*** (ou culture politique démocratique) qui désigne celle où les membres de la communauté se considèrent comme des ***citoyennes et des citoyens***, c'est-à-dire ***des individus conscients de leur capacité de forger leur destin commun***. Avec la culture politique de participation (niveau vers lequel il est impérieux de faire évoluer la culture politique de la population haïtienne), la majorité des gens sont actifs dans les institutions et processus du système politique, ils formulent et soutiennent leurs revendications, ils font des propositions et participent aux processus décisionnels à différents niveaux. Avec une telle culture, la participation électorale est élevée et les mécanismes de redevabilité (reddition de compte) sont multiples et fonctionnent efficacement pour soutenir la bonne gouvernance.

⇒ ***C'est quoi la socialisation politique et comment peut-elle contribuer à faire évoluer la culture politique vers une culture démocratique ?***

Pour Bernard Toulemonde, la **socialisation politique** renvoie au « processus d'intériorisation des normes sociales et politiques par l'enfant »⁶.

De son côté, Philippe Braud (dans *Sociologie politique*, 2008), définit la socialisation politique comme le « processus d'inculcation des normes et valeurs qui organisent les perceptions par les

⁶ Bernard Toulemonde, *Manuel de science politique*, Université de Lille III, France, 1979, p. 78

agents sociaux du pouvoir politique (dimension verticale) et des groupes de références (dimension horizontale) »⁷. Elle est primaire ou initiale lorsqu'elle vise les enfants ou les adolescentes et adolescents. Elle est secondaire ou continue lorsqu'elle concerne les adultes. Les instances de socialisation les plus concernées par la socialisation politique primaire sont la famille et l'école (même si les média de masse ont aussi une grande influence sur les enfants). La socialisation politique continue est le fait tant des institutions de formation supérieures que des média de masse, des partis politiques et des organisations de la société civile.

⇒ En améliorant la socialisation politique par la formation et la sensibilisation, on peut faire évoluer la culture politique, soit pour consolider le statu quo, soit pour le faire évoluer. Une socialisation politique orientée vers le développement de la pratique des valeurs démocratiques peut faire passer la culture politique du niveau paroissial au niveau de participation.

⇒ ***En quoi est-ce que le Débat argumenté peut-il contribuer à promouvoir la culture démocratique ?***

Le débat argumenté désigne une discussion qui s'appuie sur des faits et des raisonnements logiques (et non seulement sur des opinions) et qui se fait selon des règles (respect de l'autre, écoute de l'autre, souci de comprendre le point de vue de l'autre, empathie cognitive). En ce sens, sa pratique est de nature à développer chez les citoyennes et les citoyens ce que Philippe Breton⁸ considère comme la « compétence démocratique » (ou capacité à se forger librement une opinion sur un sujet donné, à argumenter et à combiner l'écoute et la parole), l'un des trois composants indispensables pour « l'alchimie démocratique puisse prendre » (les deux autres étant les institutions démocratiques et l'adhésion aux valeurs d'égalité, de liberté et de conflictualité pacifiée ou refus systématique de la violence).

⇒ En guise de conclusion, je propose à votre réflexion les deux citations suivantes :

- 1) « L'homme qui ne peut pas vivre en communauté ou qui n'en a nul besoin, parce qu'il se suffit à lui-même, ne fait point partie de la cité ; dès lors c'est un monstre ou un dieu » (**Aristote**, *Politique*, Livre I, chapitre II, p. 14), cité par Dmitri Georges Lavroff in *Les grandes étapes de la pensée politique*, 2^{ème} édition, Dalloz, Paris, 1999, p. 62.
- 2) « Sans la capacité de discuter et de délibérer collectivement, l'exercice de la citoyenneté est inopérant » (**Hérolde Toussaint**, *Le courage d'habiter Haïti au XXI^e siècle. La vocation de l'universitaire citoyen*. Imprimerie Deschamps, Port-au-Prince, 2015, p. 56)

Merci et bonne participation au programme !

⁷ <https://le-politiste.com/la-socialisation-politique/>

⁸ Philippe Breton, *L'incompétence démocratique: La crise de la parole aux sources du malaise (dans la politique)*, Éditions La Découverte. Paris, 2006, p. 21